

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 9 avril 2023.

Marlène Schiappa : "En France, les femmes sont libres"... de se prostituer.

Marlène Schiappa, de l'érotisme à la politique : "fière" de son parcours, elle assume à 100% ses choix - Purepeople 5 avril 2023

J-C – C'est le genre de femme qui confond liberté et crise d'autoritarisme, liberté d'opprimer...

Lu.

Pourquoi ne faut-il pas critiquer les vaccins sur YouTube ? C'est très simple.

YouTube est la propriété d'Alphabet. Et qui possède Alphabet ? Réponse : Vanguard, BlackRock, Fidelity management, State Street... Ce sont également les principaux actionnaires de Pfizer, de Moderna et de Johnson & Johnson. Rien d'étonnant à ce que YouTube ne veuille pas faire de peine aux laboratoires. Vanguard, BlackRock, Fidelity management et State Street dictent ses règles, avec l'appui de l'OMS, dont le principal financement provient de Bill Gates.

Le saviez-vous ?

- C'est un fait inconfortable de l'histoire que ces mêmes pouvoirs qui ont donné naissance au fascisme n'ont jamais été punis lors des procès de Nuremberg. Les industriels et financiers de Wall Street qui ont fourni à l'Allemagne des financements et des fournitures avant et pendant la guerre n'ont pas été punis... pas plus que les financiers britanniques de la Banque d'Angleterre qui ont assuré que les coffres nazis seraient remplis de butin confisqué à l'Autriche, à la Tchécoslovaquie ou à la Pologne.

L'ère d'après-guerre n'a pas seulement vu une vaste réorganisation des tueurs fascistes sous la forme de l'opération Gladio gérée par la CIA/l'OTAN et nous savons qu'Allan Dulles a directement supervisé la réactivation du chef du renseignement d'Hitler, Reinhard Gehlen dans la structure de commandement du nouveau renseignement ouest-allemand avec l'ensemble du réseau CIA/OTAN. Des nazis ukrainiens comme Stefan Bandera et Mikola Lebed ont été rapidement absorbés par ce même appareil, Bandera travaillant avec Gehlen de 1956 à sa mort en 1958, tandis que Lebed était absorbé par les services de renseignement américains à la tête d'une organisation écran de la CIA appelée Prolog.

Comme Cynthia Chung l'a récemment souligné dans son « Somnambulisme vers le fascisme », pas moins de dix anciens nazis de haut niveau jouissaient d'un vaste pouvoir au sein de la structure de commandement de l'OTAN pendant les années sombres de l'opération Gladio. Cynthia écrit : « *De 1957 à 1983, l'OTAN comptait plusieurs « anciens » nazis de haut rang aux commandes de*

plusieurs départements au sein de l'OTAN... Le poste de commandant de l'OTAN et chef des forces alliées en Europe centrale (commandant en chef du CINCENT, Forces alliées d'Europe centrale – AFCENT) était un poste qui a été occupé UNIQUEMENT par des « anciens » nazis pendant 16 ANNÉES DE SUITE, de 1967 à 1983. »

(Derrière l'intronisation d'Helsinki dans l'OTAN, des « cadavres nazis dans les placards » de la Finlande et de la Suède

<https://reseauinternational.net/derriere-lintronisation-dhelsinki-dans-lotan-des-cadavres-nazis-dans-les-placards-de-la-finlande-et-de-la-suede/>

Les sans-abri américains sont invités à défendre l'Ukraine

Les volontaires potentiels se voient promettre le statut de volontaire international, une assurance médicale et des paiements mensuels. Le nombre de sans-abri américains qui souhaitent se battre pour la « cause sainte de la protection de l'Ukraine contre l'agression russe » n'est pas signalé.

Rappelons qu'il y a quelque temps, des informations indiquaient que le nombre de « soldats de fortune » professionnels souhaitant rejoindre les rangs de l'armée ukrainienne avait considérablement diminué.

Un certain nombre de médias ont rapporté que sur les vingt mille mercenaires annoncés précédemment, seuls un millier et demi se trouvent en réalité en Ukraine. Les autres ont été détruits par l'armée russe ou ont simplement fui.

<https://reseauinternational.net/les-sans-abri-americains-sont-invites-a-defendre-lukraine/>

Sadisme et propagande. La version intérieure des guerres humanitaires préventives. Ils vous font peur "par précaution".

À l'issue d'un rapport révélant la présence de pesticides dans l'eau potable, peut-on encore boire l'eau du robinet ? - francetvinfo.fr 6 avril 2023

Les précisions du journaliste et médecin Damien Mascret, présent sur le plateau du 19/20, jeudi 6 avril.

Un rapport a montré que l'eau du robinet contenait des pesticides potentiellement dangereux pour la santé. Alors peut-on encore boire l'eau du robinet ? "Oui, on peut encore parce qu'on parle ici de qualité de l'eau pour lequel le seuil a été dépassé, mais il y a un autre seuil qui est bien plus haut qu'on appelle ici un seuil sanitaire et là, l'agence insiste bien, il n'a pas été dépassé", précise le médecin Damien Mascret, présent sur le plateau du 19/20, jeudi 6 avril. De plus, il ne s'agit pas de contaminations par des agents infectieux pour lesquels il y a un risque immédiat.

Un principe de précaution

Pourquoi cette alerte ? *"Parce que la molécule mère de ce pesticide a été démontré comme cancérigène probable. Cela veut dire que potentiellement, il y a un risque"*, poursuit le médecin. Cependant, il n'y a pas encore eu de démonstration d'un effet chez l'homme souligne Damien Mascret. C'est donc un principe de précaution qui s'applique. francetvinfo.fr 6 avril 2023

J-C – Vous ne trouvez pas étrange qu'ils soient soudainement pleins de bonnes intentions envers la population qu'ils ont si mal traitée au cours des trois dernières années ?

Vont-ils vous imposer de changer vos habitudes en matière de boisson au profit de l'eau minérale contrôlée par des sociétés privées ?

Trois trusts ou groupes se partagent ce juteux marché.

- Danone - Volvic, Évian, Badoit, Aqua, Bonafont, etc.
- Nestlé - Contrex, Hépar, Vittel, Perrier, etc.
- Alma - Cristaline, Courmayeur, Thonon, Saint-Yorre, etc.

Eau potable en France : ce qu'il faut retenir du rapport de l'Anses, qui révèle une vaste contamination aux résidus de pesticides - francetvinfo.fr 6 avril 2023

L'agence de sécurité sanitaire a publié jeudi une étude sur la présence dans l'eau du robinet de composés chimiques peu ou pas recherchés lors des contrôles réguliers. Elle attire notamment l'attention sur le métabolite du chlorothalonil R471811, un fongicide interdit depuis plusieurs années et dont les résidus ont été retrouvés *"dans plus d'un prélèvement sur deux"*.

Elle a beau être transparente, l'eau que nous buvons cache des choses. L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a publié, jeudi 6 avril, un rapport sur l'*"eau destinée à la consommation humaine"*. L'Anses s'est plus particulièrement intéressée à *"la présence de composés chimiques qui ne sont pas ou peu recherchés lors des contrôles réguliers"*. Cette étude porte sur des prélèvements d'eaux brutes et traitées, réalisés sur l'ensemble du territoire français, y compris en outre-mer. Les résultats issus des quelque 136 000 analyses réalisées montrent une vaste contamination aux résidus de pesticides, même des années après leur utilisation.

Le résidu d'un fongicide interdit est omniprésent dans l'eau potable et au-delà de la limite de qualité dans un tiers des cas

L'Anses a retenu, avant de mener l'enquête, 157 pesticides et métabolites de pesticides, c'est-à-dire les résidus de ces pesticides. Au total, *"89 d'entre eux ont été détectés au moins une fois dans les eaux brutes et 77 fois dans les eaux traitées"*, relève l'agence de sécurité sanitaire.

Pour sept composés, les analyses ont mis en évidence *"des dépassements de la limite de qualité de 0,1 µg/litre"*. *"Un cas en particulier se dégage"*, selon l'Anses : celui du métabolite du chlorothalonil R471811. Ce dernier est issu de la dégradation dans l'environnement du chlorothalonil, un fongicide interdit en France depuis 2020, mais longtemps utilisé dans de nombreuses cultures (vignes, céréales, pommes de terre), selon une fiche de phytopharmacovigilance de l'Anses datée de 2017. Il a retenu l'attention de l'agence de sécurité sanitaire car il s'agit du résidu de pesticide retrouvé le plus fréquemment, *"dans plus d'un échantillon sur deux"*, et qu'il a conduit à des dépassements de la limite de qualité *"dans plus d'un échantillon sur trois"*.

"Ces résultats attestent qu'en fonction de leurs propriétés, certains métabolites de pesticides peuvent rester présents dans l'environnement plusieurs années après l'interdiction de la substance active dont ils sont issus." L'Anses dans un rapport d'appui scientifique et technique publié le 6 avril 2023

La Commission européenne n'avait pas renouvelé en 2019 l'autorisation du chlorothalonil. La France avait alors accordé un délai de grâce jusqu'en mai 2020 pour permettre d'écouler des stocks de ce produit. Bruxelles relevait, à l'époque, qu'il était *"impossible à ce jour d'établir que la présence de métabolites du chlorothalonil dans les eaux souterraines n'aura pas d'effets nocifs sur la santé humaine"*. La Commission reprenait les conclusions de l'Autorité européenne de sécurité des aliments, qui écrivait, en avril 2019, que le chlorothalonil *"devrait être classé comme cancérigène de catégorie 1B"*, c'est-à-dire cancérigène *"supposé"*.

Le résidu d'un herbicide, déjà dans le viseur des autorités sanitaires, détecté dans plus de la moitié des échantillons

L'Anses pointe également la présence d'un autre métabolite de pesticide, le métolachlore ESA, dans plus de la moitié des échantillons prélevés. C'est un résidu du S-métolachlore, *"une substance active herbicide de la famille des chloracétamides"*, qui *"entre dans la composition de différents herbicides"*, expliquait l'Anses dans un rapport de septembre 2021. Le S-métolachlore, avec 1 946 tonnes écoulées chaque année, est *"l'une des substances actives herbicides les plus utilisées en France"*, note l'Anses. L'agence de sécurité sanitaire, mandatée pour évaluer et autoriser ou non les pesticides, avait d'ailleurs engagé une procédure de retrait de cet herbicide très utilisé sur le maïs, le soja et le tournesol. Mais le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, a demandé à l'Anses de faire marche arrière, au nom de la *"souveraineté alimentaire"*.

Le résidu métolachlore ESA se trouve sous surveillance étroite. *"Ce métabolite ne remplit aucune des conditions permettant de conclure qu'il est non-préoccupant"*, relevait l'Anses dans un avis de janvier 2023, requérant une évaluation plus poussée afin d'en savoir davantage. Le S-métolachlore, lui, a également été classé comme cancérigène et perturbateur endocrinien *"suspecté"* en juin 2022 par l'Agence européenne des produits chimiques (Echa). Pas d'inquiétude à avoir malgré tout, souligne l'Anses.

"Toutes les concentrations mesurées pour les différentes molécules restent cependant très inférieures aux Vmax [les valeurs sanitaires maximales] lorsque celles-ci sont disponibles." L'Anses dans un rapport d'appui scientifique et technique publié le 6 avril 2023

L'Agence appelle à la vigilance et estime que *"ces travaux devraient permettre de faire évoluer la liste de molécules intégrées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux afin d'en améliorer la pertinence"*.

Car le problème n'est pas nouveau. La présence dans l'eau potable de résidus de pesticides ou de médicaments est documentée depuis de longues années. Des études et des analyses ont lieu de façon continue. Les autorités sanitaires en parlent régulièrement. Le Haut Conseil de la santé publique (HCSP) avait rappelé *"la nécessité de renforcer les mesures préventives visant à réduire la contamination, par les pesticides et leurs métabolites, des ressources en eaux brutes utilisées pour la production d'eau à destination de la consommation humaine"* dans un avis de mars 2022 (en PDF).

Des résidus d'explosifs dans moins de 10% des prélèvements

En France, la contamination de l'eau potable par des résidus d'explosifs est une conséquence, déjà connue, *"des deux guerres mondiales du XXe siècle, et plus particulièrement de la première (1914-1918)"*, explique l'Anses, précisant que *"les activités militaires (fabrication de munitions, zones de combats, zones de destruction) ont entraîné une potentielle pollution environnementale d'une grande diversité chimique"*. Pour établir un état des lieux plus précis, la campagne nationale de prélèvements et d'analyses s'est donc penchée sur *"différents composés organiques constitutifs des munitions des deux guerres mondiales"*. Au total, 54 molécules ont été recherchées.

Les résultats montrent une soixantaine de sites positifs, un peu partout en France, mais pour des raisons différentes. Dans les zones *"historiques"*, les Hauts-de-France et le Grand-Est, il s'agit d'une *"forte concentration de molécules de la famille du TNT, comme les sites correspondant à des combats de la Grande guerre ou des terrains de démolition après la Première guerre mondiale"*.

L'agence de sécurité sanitaire pointe également en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie *"une contamination par des explosifs dits 'modernes' comme HMX et RDX, utilisés depuis la Seconde Guerre mondiale que l'on retrouve encore dans des compositions d'explosifs actuels"*. Dans tous les cas, les taux mesurés ne présentent rien de préoccupant, assure l'Anses.

D'infimes traces d'un solvant cancérigène, le 1,4-dioxane, dans 8% des échantillons

Le 1,4-dioxane est classé cancérigène de catégorie 2B par le Centre international de recherche contre le cancer, rappelle l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). *"Son rejet dans l'environnement est principalement lié aux pratiques d'élimination des déchets chimiques ou aux rejets d'eaux résiduaires"*, explique l'Anses. Le dioxane, liste l'INRS, peut être utilisé dans la fabrication d'autres produits chimiques organiques de base, de matières plastiques de base, de savons, détergents et produits d'entretien, de produits chimiques à usage industriel, de peinture, de vernis ou encore d'encres.

Des traces de dioxane ont été trouvées dans 8% des échantillons prélevés par l'agence de sécurité sanitaire dans le cadre de son étude. Si les réglementations européenne et nationale ne prévoient pas de valeur réglementaire pour le 1,4-dioxane dans les eaux destinées à la consommation humaine, il n'y a pas d'inquiétude à avoir tant les taux mesurés sont faibles. Le critère de qualité pour l'eau potable est fixé à 50 µg/L par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En France, la concentration maximale observée en eau brute est de 4,8 µg/L. Il faut également souligner que le seuil de détection était extrêmement bas (fixé à 0,15 µg/L) et que, dans 92% des cas, ce seuil n'a pas été dépassé. francetvinfo.fr 6 avril 2023

J-C - L'eau dite potable du robinet que vous buvez serait pour ainsi dire impropre à la consommation, empoisonnée, empestée de pesticides, de résidus de plastique et autres matériaux cancérigènes, bref, attendez-vous au pire ! C'était à prévoir ou ils le savaient déjà, à moins que ce soit une invention de leur part.

Ils prétendent que non, parce qu'ils ne voulaient pas savoir, alors pourquoi soudainement en 2023, sinon parce qu'à Davos ils ont décidé lors du déclenchement du *"Great Reset"* en janvier 2020 que l'agriculture gourmande en eau était l'ennemi des peuples au même titre que le CO2, l'élevage ou la consommation de viande ou de produits extraits d'animaux au profit d'insectes ou un ersatz de viande synthétique fabriquée en laboratoire par des start-up financées par l'oligarchie donc contrôlée par elle.

Ils nous ont menti sur presque tout, et quand ils ne nous mentent pas, c'est pour instrumentaliser un facteur afin de l'exploiter à nos dépens, par exemple les aléas climatiques, il n'y a donc aucune

raison qu'ils s'arrêtent un jour. C'est la première chose qu'on devrait conserver soigneusement à l'esprit ou ne jamais oublier.

Ils nous ont déclaré la guerre et ils s'en vantent. Or, la guerre est un crime commis contre les peuples. Donc contrairement à une énigme policière, dès le départ nous connaissons les auteurs de ces crimes et leurs mobiles, l'argent ou le pouvoir ou les deux ensemble, ceux qui sont destinés à en subir les conséquences négatives et ceux qui en profiteront sont donc identifiés dès la première minute où ces forfaits sont accomplis. Dès lors, il ne reste plus qu'à découvrir quels procédés ils avaient conçus ou ils ont employés pour atteindre leurs objectifs. Sans être un dialecticien chevronné, on peut en déduire que c'est là que se situe le nœud de l'énigme à dénouer. Encore reste-t-il à déterminer avec précision de quelle manière l'ensemble des éléments de chaque coup fourré s'articulent, pour que le commun des mortels prennent conscience des liens qui existaient entre eux, et qu'ils étaient voués à être manipulés pour qu'ils en soient les victimes.

Le contexte : La guerre qu'ils ont déclaré aux engrais chimiques pour tenter de faire baisser la production agricole mondiale, dès lors on peut évoquer une dictature alimentaire destinée à affamer les peuples des pays sous-développés, mais pas seulement, car il s'ensuit une augmentation des prix de l'ensemble des produits alimentaires à l'échelle de la planète, qui frappe en priorité les travailleurs les plus pauvres exactement comme lors d'une guerre où la nourriture devient au quotidien le bien le plus précieux pour survivre. On ne peut imaginer politique plus sadique et radicale, et après il est reproché aux manifestants de se radicaliser, mais c'est au peuple tout entier de se radicaliser, de se soulever pour renverser ce régime infâme.

Totalitarisme. Stratégie du chaos. Dictature climatique. "Un grand vacarme". Ils ont trouvé le moyen d'instrumentaliser les conséquences d'un phénomène naturel pour alimenter la psychose collective chez une nouvelle catégorie de la population.

J-C – A les entendre soudainement des millions de maisons se fissureraient sous l'effet du « *changement climatique* », parce que jusqu'à présent elles n'auraient jamais été soumises à de fortes chaleurs ou à des périodes particulièrement pluvieuses, bref, cela n'aurait jamais existé, encore une de leur découverte destinée à alimenter la psychose collective.

Moi qui habite en Inde, il y a 9 ans j'ai fait construire une petite maison, à peine emménager absolument tous les murs ont commencé à se fissurer à l'intérieur, pas à l'extérieur, c'était si impressionnant que je me suis demandé quand cela allait s'arrêter. Ce phénomène se poursuit pendant plusieurs mois, et passé un an plus rien n'a changé, je vis donc avec sans y prêter attention. En séchant le ciment s'est rétracté, qui plus est, pour rehausser les portes les ouvriers ont donné d'énormes coups de masse, ce qui a créé des vibrations et désolidarisé les briques créant des fissures, voilà tout.

Dans l'article qui suit, on ne vous donne pas le contexte, on ne vous dira pas si ces maisons ont été construites à l'emplacement de cours d'eau, de sources, d'anciennes mines, vous ne saurez pas si des travaux ont eu lieu à proximité, rien sur la circulation automobile et de poids lourds qui crée d'importantes vibrations...

Sécheresse : les propriétaires de maisons fissurées, symboles malgré eux d'un système d'assurance submergé par le changement climatique - francetvinfo.fr 8 avril 2023

En France, plus de la moitié (54%) des maisons individuelles sont situées en zone d'exposition moyenne ou forte au phénomène de RGA. Soit 10,5 millions de maisons sur un total de 19,4 millions, d'après les chiffres du ministère de la Transition écologique. Derrière ce sigle se cache un phénomène mécanique et géologique relativement simple. Les sols argileux sur lesquels les bâtisses touchées sont construites sont très sensibles à l'eau : ils se gonflent quand il pleut et se rétractent lors des périodes de sécheresse. L'alternance entre les périodes humides et sèches entraîne ainsi des mouvements successifs du sol qui fragilisent les fondations des maisons, finissent par les faire bouger, et provoquent des fissures visibles dans les constructions.

Car le réchauffement climatique et ses conséquences mettent déjà le régime "Cat-Nat" à rude épreuve. Selon une étude de la fédération des assureurs, la sécheresse a coûté 16 milliards d'euros entre 1989 et 2021 et l'addition pourrait grimper à 43 milliards pour la période 2020-2050. Les dégâts aux bâtiments provoqués par les épisodes observés en France l'été dernier devraient coûter entre 1,6 et 2,4 milliards d'euros aux assureurs, classant 2022 en tête des années les plus coûteuses pour ce type d'événements, devant 2003 et ses 2,12 milliards d'euros pompés par la sécheresse. *"Et qui sait ce que réserve l'année 2023, alors qu'on sort d'une sécheresse hivernale qui bat tous les records ?"*.

"Derrière cette question du RGA, ce sont des pertes énormes pour des gens et donc le risque d'une paupérisation de tout un pan de la société, sans compter les risques psychologiques associés qui vont aussi peser sur les finances publiques", poursuit l'experte. Car les problématiques soulevées par ces sinistres sont immenses : relogement, destruction des maisons inhabitables, dépollution des sites, recyclage des matériaux, déplacement des populations, des activités... Tout cela, sans compter les impacts du RGA sur les communes quand les routes, les bâtiments publics, les canalisations et les lignes de trains seront touchés à leur tour. *"C'est vertigineux en réalité"*, concède Magali Reghezza. Les réponses des pouvoirs publics, *"toujours dans une logique réactive"*, ne sont pas *"dimensionnées à la crise"*, poursuit-elle. Les sinistrés le diront tous : une petite fissure peut présager d'un grand vacarme. francetvinfo.fr 8 avril 2023

Totalitarisme et hystérie. Bientôt il sera interdit de prendre une douche, d'utiliser une machine à laver...

Sécheresse : déjà des restrictions d'eau dans le Gard - francetvinfo.fr 9 avril 2023

Une quinzaine de départements français sont désormais concernés, dimanche 9 avril, par des restrictions d'eau. Reportage dans le Gard, où les nappes phréatiques sont à des niveaux très bas.

Le printemps commence à peine, mais les premières restrictions d'eau touchent déjà Bagnols-sur-Cèze (Gard) et ses alentours. La pluie manque depuis janvier, et la rivière affiche un niveau d'un mois de juin. L'alerte sécheresse vient d'être déclarée, il est interdit de renouveler l'eau des piscines.

Les habitants s'adaptent

Joss Corsini, une habitante de la ville, s'inquiète des restrictions d'arrosage. Elle a investi dans un gazon l'an dernier, et planté des fleurs partout. *"Si on avait su, j'aurais peut-être mis plus de pierres, de graviers"*, dit-elle. Un autre habitant a pris une décision radicale : il n'arrose plus du tout son jardin. Il est également interdit de laver sa voiture, chez soi comme en station. francetvinfo.fr 9 avril 2023

Totalitarisme. Le ministère de la Vérité dans tous ces états et il y a de quoi : "La contagion de la désinformation progresse dans l'opinion publique", enfin une bonne nouvelle, la vérité triomphe toujours !

J-C - L'Etat ou le gouvernement, les agences de presse et les médias détenus par des oligarques ne diffusent pas de la désinformation et de la propagande, seuls leurs opposants se livreraient à cette activité, c'est bien connu.

En fait, ce qu'ils ne supportent plus, c'est qu'on puisse démonter leurs mensonges et falsifications de la réalité, ce qui ruine leur stratégie basée en grande partie sur l'adhésion de la population à leurs récits fabriqués, afin qu'elle participe à leurs opérations ou mystifications, de manière à faire croire que c'est elle qui réclame les mesures autoritaires, liberticides ou antisociales qu'ils vont prendre dans la foulée et non les autorités contre lesquelles il ne faut surtout pas se retourner, encore moins leurs commanditaires, l'oligarchie financière de Davos.

Comment la propagation de la désinformation s'est accélérée en France au cours des dernières années - francetvinfo.fr 8 avril 2023

La contagion de la désinformation progresse dans l'opinion publique. Les journalistes de "*Vrai ou fake*", l'émission de fact-checking de franceinfo, l'observent au quotidien. Chaque actualité s'accompagne de son lot de fake news. En France, un écosystème s'est développé au cours des dernières années, qui a accéléré et intensifié la propagation des fausses informations et des thèses conspirationnistes.

J-C - Je vous passe la suite de cet article, tout y passait du 11 septembre 2001 aux "*antivaccins devenus prorusses*" en passant par les Gilets Jaunes...

Fabrication d'une fake news par l'AFP reprise par les médias mainstream.

États-Unis : accusations de racisme après l'exclusion de deux élus noirs du parlement du Tennessee - AFP/france24.com 7 avril 2023

Deux élus démocrates du Tennessee, qui avaient manifesté il y a une semaine pour un meilleur encadrement des armes à feu ont été exclus du parlement de cet Etat. Une mesure rare dénoncée comme un acte raciste et condamné par la Maison Blanche. La vice-présidente, Kamala Harris est attendu sur place vendredi.

J-C - Plausible au premier abord, seulement, car dès lors que vous apprenez ce qui s'est réellement passé une semaine auparavant vous vous dites qu'ils auraient été exclus de l'Assemblée nationale en France ou dans toutes institutions similaires dans le monde.

Qu'est-ce qui s'est réellement passé ?

On voudrait vous faire croire que ce serait la dénonciation des armes à feu aux Etats-Unis qui serait la cause de cette exclusion ou plutôt le fait que ces deux élus seraient démocrates et afro-

américains, tandis que les vilains républicains seraient d'horribles racistes réactionnaires, les démocrates ne le seraient pas qui plus est ils seraient gentils, alors qu'en réalité ils en rajoutent une couche chaque fois qu'ils sont à la Maison Blanche. Si on s'en tient strictement au fait, il s'agit de toute autre chose, la manière dont ces deux élus démocrates du Tennessee ont manifesté le 30 mars. Voici ce qu'on apprenait plus loin dans cet article.

AFP/france24 - Le 30 mars, quelques jours après une tuerie dans une école chrétienne de Nashville, Justin Jones, Justin Pearson et Gloria Johnson avaient rejoint des centaines de manifestants dans l'enceinte du parlement pour exiger une régulation plus stricte des armes à feu.

Les protestataires étaient entrés dans le Capitole du Tennessee pour interpellier les élus réunis en session.

J-C - Jusque-là la thèse de la ségrégation semblait confirmée ou l'emporter, mais tout de suite après un élément nouveau allait modifier radicalement la situation au point de faire tomber cette théorie fabriquée par les démocrates et reprise complaisamment par France24 notamment.

AFP/france24 - Justin Jones et Justin Pearson avaient notamment utilisé un mégaphone pour inviter les manifestants à crier des slogans tels que "*Le pouvoir au peuple*" et "*Pas de paix sans actes*", selon plusieurs médias.

Jeudi, leurs collègues républicains les ont sanctionnés.

J-C - La thèse du racisme avancée par Gloria Johnson, l'élue qui les accompagnait et qui n'a pas été exclue ne tient pas, après qu'elle eut déclaré : "*Je suis une femme blanche de 60 ans et eux sont deux jeunes hommes noirs*", car ce qui a été sanctionné ce n'est pas la couleur de la peau de ces deux jeunes hommes, mais d'avoir utilisé un mégaphone dans l'enceinte du Capitole du Tennessee, c'est tout. En France, ils auraient été expulsés manu militari sur le champ et sévèrement sanctionnés, gageons que l'AFP aurait applaudi ce fait d'arme d'une bravoure incroyable, ridicule !

Les fake news de l'État profond : Les manipulateurs du gouvernement contrôlent le cycle de l'information

Extrait.

Comme le rapporte le journaliste chevronné Carl Bernstein, qui, avec Bob Woodward, a fait éclater le scandale du Watergate, dans son volumineux article paru en 1977 dans Rolling Stone, intitulé « *La CIA et les médias* », « *plus de 400 journalistes américains [...] se sont rendus coupables d'une violation des droits de l'homme* » :

« Au cours des vingt-cinq dernières années, plus de 400 journalistes américains ont secrètement effectué des missions pour la Central Intelligence Agency... Il y a eu coopération, accommodement et chevauchement. Les journalistes ont fourni une gamme complète de services clandestins... Les journalistes partageaient leurs carnets de notes avec la CIA. Les rédacteurs en chef partageaient leurs équipes. Certains journalistes étaient des lauréats du prix Pulitzer, d'éminents reporters... Dans de nombreux cas, les documents de la CIA montrent que des journalistes ont été engagés pour effectuer des tâches pour la CIA avec l'accord des directions des principaux organes de presse américains ».

Bernstein fait référence à l'opération « *Mockingbird* », une campagne de la CIA lancée dans les années 1950 pour transmettre des rapports de renseignement aux journalistes de plus de 25 grands journaux et agences de presse, qui les régurgitaient ensuite pour un public inconscient du fait qu'ils étaient nourris de propagande gouvernementale.

Dans certains cas, comme le montre Bernstein, les membres des médias ont également servi de prolongement à l'État de surveillance, les journalistes effectuant des missions pour le compte de la CIA.

Des cadres de CBS, du New York Times et du magazine Time ont également travaillé en étroite collaboration avec la CIA pour contrôler les informations. Bernstein écrit : « *Parmi les autres organisations qui ont coopéré avec la CIA figurent l'American Broadcasting Company, la National Broadcasting Company, l'Associated Press, United Press International, Reuters, Hearst Newspapers, Scripps-Howard, le magazine Newsweek, le Mutual Broadcasting System, le Miami Herald et les anciens Saturday Evening Post et New York Herald-Tribune.* »

En fait, en août 1964, les principaux journaux du pays, dont le Washington Post et le New York Times, se sont fait l'écho de l'affirmation de Lyndon Johnson selon laquelle le Nord-Vietnam avait lancé une deuxième série d'attaques contre des destroyers américains dans le golfe du Tonkin. Aucune attaque de ce type n'avait eu lieu, mais le mal était fait. Comme le rapportent Jeff Cohen et Norman Solomon pour Fairness and Accuracy in Reporting, « *en présentant les affirmations officielles comme des vérités absolues, le journalisme américain a ouvert les vannes de la sanglante guerre du Viêt Nam* ».

<https://reseauinternational.net/les-fake-news-de-letat-profond-les-manipulateurs-du-gouvernement-controlent-le-cycle-de-linformation/>

La Macronie de Juillet, la bourgeoisie de masse au pouvoir par Pascal Tripier-Constantin - francesoir.fr 05 avril 2023

Comment un homme sans expérience politique et sans mandat a pris le pouvoir et l'a absolutisé. Il existe des phénomènes qui tirent leur existence d'un concours de circonstances exceptionnelles, qui rendent possible l'apparition d'une expérimentation insolite, non viable, et qui pourtant prospèrent un temps et suscitent l'adhésion.

Le macronisme est l'un de ces phénomènes collectifs hautement improbables et qui pourtant est advenu. Cet épisode nous rappelle l'expérience politique de la Monarchie de Juillet qui, de 1830 à la révolution de 1848 allait décider du sort des Français. Dix-huit ans de règne d'un mouvement qui avait mis au pouvoir la bourgeoisie.

Aujourd'hui, le macronisme est contesté et ses mois sont comptés. Il est d'abord le produit d'une période exceptionnelle de notre histoire récente : la version française d'un moment historique plus vaste, essentiellement occidental. Une séquence politique, économique et sociale qui s'installe avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir.

Les hommes et les femmes de la Sarkozie, de la Hollandie et de la Macronie se mélangent allègrement et montrent la proximité de leurs intérêts. Sur le plan chronologique, les dix-huit années de la Monarchie de Juillet pourraient se rapprocher des possibles vingt années de la Sarko-Hollando-Macronie, sauf si un contexte impérieux écourtait le deuxième quinquennat Macron.

Le fait le plus marquant de la Macronie de Juillet est l'agglomération des bourgeoisies qu'elle a accomplie. Après s'être emparées de l'appareil d'État, de l'appareil médiatique et de l'appareil culturel, les bourgeoisies se sont incarnées dans cet extrême centre de gouvernement. C'est l'état social dominant du pays, c'est l'état social dominant des pays occidentaux.

<https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/la-macronie-de-juillet-la-bourgeoisie-de-masse-au-pouvoir>

"Colère", "dégoût": 65% des Français ont une image négative d'Emmanuel Macron, selon un sondage - BFMTV 7 avril 2023

Seuls 26% des Français interrogés conservent une image positive d'Emmanuel Macron -et 4% une image "*très positive*"-, ce qui représente tout de même 2 points de plus que la Première ministre Élisabeth Borne.

Dans le détail, ce sont les personnes de 50 à 64 ans qui sont le moins favorables à l'action du président (70% d'opinions négatives) et les personnes de plus de 65 ans qui en ont une opinion la plus positive (34%).

Les libertés ont également régressé depuis la présidence d'Emmanuel Macron pour 55% des Français. Le président est par ailleurs considéré comme "plus autoritaire" actuellement qu'en 2017, lors de sa première élection.

Sa politique est également vue comme "*solitaire*" pour plus de la moitié des Français (53%). Et pour plus de deux tiers d'entre eux, elle n'est jugée ni "*au service de l'intérêt général*" (68%), ni "*juste*" (69%) ni "*respectueuse des oppositions politiques*" (69%). Elle n'est pas non plus considérée comme "*à la hauteur des enjeux d'avenir*" (65%) ou "*claire*" (66%).

Combat contre la « réforme » des retraites de Macron-BlackRock.

L'éditorial de La tribune des travailleurs (POID)

Et pendant ce temps... l'économie de guerre est en marche

La scène se déroule le 29 mars au matin à l'Assemblée nationale. Les murs de la capitale résonnent encore de l'écho des milliers de manifestants qui, la veille, ont – pour la dixième journée d'action – crié leur exigence du retrait de la réforme des retraites.

Il est 9 heures, ce 29 mars, quand le député macroniste Plassard présente à la commission des finances son « *rapport d'information sur l'économie de guerre* ». Il rappelle que le « *président de la République a initié l'entrée dans l'économie de guerre* » : il faut maintenant la mettre en place pour « *nous préparer à l'hypothèse d'un affrontement majeur* ».

Impossible de citer toutes les préconisations de ce rapport. Relevons la mise en place d'un « *nouveau dispositif juridique* » permettant de « *demander à des entreprises civiles de mettre leurs capacités de production et leurs ressources humaines au service de la production d'équipements militaires* ». Et aussi l'obligation d'« *anticiper* » en « *identifiant les normes (...) dont nous pourrions* ».

nous passer durant la crise (droit de la commande publique, droit du travail) ». Citons la possibilité d'imposer « une augmentation du temps de travail » et de « faire appel à des outils dérogatoires à ce que permettent les conventions collectives (travail le dimanche, voire réquisition) ».

Bien sûr, le rapport salue la prochaine « généralisation du SNU (Service national universel) ». (Qui a avorté depuis. – J-C)

Se félicitant des 413 milliards de la loi de programmation militaire destinés à l'industrie d'armement, il préconise la mise en place d'un « pool bancaire » chargé d'accorder des crédits à « l'économie de guerre », en particulier « sur le modèle des prêts garantis par l'État lors de la crise du Covid ». Mais cela ne suffira pas : aussi faudra-t-il « mobiliser l'épargne privée vers l'industrie de défense », voire « flécher une partie des encours du livret A ».

Etc., etc.

L'économie de guerre, c'est le pillage maintenant des fonds publics pour la guerre, la remise en cause maintenant des droits des travailleurs, l'embrigadement maintenant de la jeunesse par la généralisation du SNU, le détournement maintenant de l'épargne populaire pour les besoins de la guerre.

La réforme des retraites s'inscrit logiquement dans « l'économie de guerre » puisque ce gouvernement Macron-Borne mène d'un même pas la guerre à l'extérieur et la guerre à l'intérieur contre le peuple travailleur.

On notera l'extrême platitude de la réaction de Coquerel, président (LFI) de la commission des finances, qui se plaint qu'on « ne produise même plus les cartouches », mais se félicite que le rapport essaie d'améliorer « les enjeux d'une souveraineté nationale sur la question d'équipements et d'armements militaires » ; et de celle de Saintoul, intervenant au nom du groupe parlementaire LFI dans cette réunion, qui réclame « une vraie planification presque à l'ancienne qui sécurise le financement et sécurise les approvisionnements ».

Les travailleurs et les jeunes mobilisés contre la réforme des retraites qui, pour beaucoup, se prononcent pour la grève générale pour en imposer le retrait ne veulent pas de « l'économie de guerre ».

Rompre avec Macron, sa politique de guerre et sa Ve République militariste et antidémocratique, tel est le devoir de quiconque prétend défendre les intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Ils ne risquaient pas d'entonner l'Internationale !

Retraites: des dizaines de députés sanctionnés après avoir chanté la Marseillaise pendant le 49.3 - BFMTV 5 avril 2023

Ils ne seront pas ingrats, rassurez-vous.

Patrick Kanner « appelle Gérald Darmanin à avoir un peu de mémoire sur ce que représente la Ligue des droits de l'homme » - Publicsenat.fr 5 avril 2023

J-C - Le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner, a rappelé « *les actions qui ont pu être menées par la LDH depuis plus de 120 ans...* » de loyaux services rendus au régime en place.

Grâce à Gérald Darmanin, la Ligue des Droits de l'Homme voit les dons affluer **Le HuffPost 7 avril 2023**

Les complices de Macron jouent le pourrissement.

Réforme des retraites : prochaine journée de mobilisation jeudi 13 avril - Le HuffPost 7 avril 2023

La douzième journée de mobilisation contre la réforme des retraites aura lieu jeudi 13 avril.

« *Près de 2 millions* » de personnes ont manifesté ce jeudi dans toute la France lors de la 11e journée d'action, selon le décompte de l'intersyndicale, tandis que le ministère de l'Intérieur en a recensé 570 000. À Paris, quelque 400 000 personnes ont manifesté à Paris, selon la CGT, tandis que la préfecture de police, elle, a comptabilisé 57 000 personnes dans le cortège parti de la place des Invalides à 14 heures pour rejoindre la place d'Italie.

A Marseille, ce sont 170 000 manifestants qui ont été comptabilisés par les syndicats, soit 10 000 de moins que le 28 mars (10 000 ont été recensés par la police, contre 11 000 il y a cinq jours). À Nice, ils étaient 20 000 manifestants, selon les syndicats, soit 5 000 de moins que le 28 mars (2 300 pour la police, contre 3 700 il y a cinq jours).

Même tendance à Avignon, où l'on est passé de 25 000 à 20 000 selon les syndicats, ou à Rennes, où 8 500 manifestants ont été recensés par la police, contre 13 600 la semaine dernière.

Quelques villes faisaient cependant de la résistance et affichaient une participation du même ordre que le 28 mars, en particulier à Lyon (13 000 à 30 000) et Perpignan (4 700 à 15 000). Le HuffPost 6 et 7 avril 2023

Ils forment un vœu qui les trahit. Vers un essoufflement du mouvement ?

Si l'intersyndicale se montre déterminée, reste à savoir combien de temps les salariés pourront encore se mobiliser. « *Pour les salariés il est évident qu'une journée de mobilisation c'est, a minima, une demi-journée de grève, voire une journée. Donc ça commence à peser très lourdement et on a beau avoir des dispositifs de prise en charge c'est quand même très compliqué* », reconnaît Laurent Berger. Publicsenat.fr 6 avril 2023

J-C – Il est parfaitement clair que s'ils avaient lancé une grève illimitée ou générale avec manifestation et assemblée populaire quotidienne dans toute la France, les travailleurs n'auraient pas perdu à ce jour 11 jours de salaire pour rien, en quelques jours Macron aurait cédé d'une manière ou d'une autre, mais voilà, leur véritable intention était d'aider Macron à parvenir à ses fins.

Brav-M : La pétition pour sa dissolution enterrée par l'Assemblée nationale - Le HuffPost 5 avril 2023

Malgré plus de 250 000 signatures, la commission des lois de l'Assemblée nationale a classé la pétition...

C'est Macron le casseur, c'est lui qui doit se casser !

Réforme des retraites : à Guichen, près de Rennes, une première manifestation sans "casseurs" ni "lacrymos" - francetvinfo.fr 7 avril 2023

"*Macron, t'es foutu, Guichen est dans la rue*", crache un haut-parleur, entre le monument aux morts et le salon de coiffure. Environ 500 personnes sont rassemblées sur la place centrale pour manifester leur opposition à la réforme des retraites, jeudi 6 avril, vers 17 heures. De mémoire de syndicaliste, on n'a pas vu une manifestation dans cette commune de 8 800 habitants depuis vingt ans.

"*Ici, on sait que ça ne va pas tourner à la violence*", explique Anne, 60 ans. "Enfin, on espère. Sinon, on s'en va", ajoute l'ancienne aide-soignante en se tournant vers son mari. "*A Rennes, tout a été saccagé*", souffle Marc, qui fêtera ses 62 ans "*le même jour qu'Elisabeth Borne*". A moins de 30 kilomètres de Guichen, la préfecture de la Bretagne fait désormais office de repoussoir pour certains opposants à la réforme, inquiets des affrontements de plus en plus violents entre manifestants et forces de l'ordre.

"*On se doute qu'il n'y a pas de casseurs à Guichen*", se rassure Samantha. Son mari est allé quelques fois manifester à Rennes, mais sans elle, ni leur fille de 8 ans. "*Là, on peut venir en famille*", se félicite Mickaël. Leur fille Mélody, emmitouflée dans une doudoune rose, a même croisé ses copines de classe et la maîtresse dans le cortège qui commence à se former. "*Pas besoin de prendre de sérum phy dans le sac*", sourit Mathéo. L'étudiant de 22 ans a pris l'habitude des gaz lacrymogènes qui embrument Rennes les jours de mobilisation mais trouve "*chouette*" de pouvoir aussi manifester avec sa mère et sa petite sœur, près de la maison familiale.

Un gamin traverse soudain la foule en s'époumonant "*Macron, ta réforme, tu sais où on se la met !*" provoquant les sourires des manifestants sur son passage. "*Il est bien, cet enfant*", lâche une dame en le voyant sautiller.

C'est le fils de Mickaël, conducteur de bus dans la commune voisine. Ces chants, il les a appris lors d'une manifestation à Rennes. "*Au début du mouvement, on y est allés une fois, explique le père, avant de se raviser. Maintenant, je ne veux plus y aller avec lui. Ma belle-mère de 70 ans a pris de la lacrymo... Ici, c'est plus simple.*"

La famille habite dans le village d'à côté et se rend pour la première fois à une manifestation. L'horaire choisi par les organisateurs tombe à pic. "*Pour les pépettes, c'est compliqué de faire grève*", explique Jacky. Pour son épouse, Justine, infirmière à l'hôpital, c'est même impossible en journée. "*Je suis réquisitionnée d'office*", lance la trentenaire. Seul leur ami Guillaume, magasinier, a accepté d'amputer son salaire. "*Je suis célibataire, je n'ai pas de famille à charge, alors je peux me le permettre*", précise-t-il.

A quelques mètres de là, Anne-Sophie, quinquagénaire, n'a pas non plus fait grève depuis le début du mouvement. *"C'est compliqué financièrement, alors je suis allée manifester à Rennes sur ma pause déjeuner, entre midi et deux. Mais c'est encore mieux à cette heure-ci, se félicite-t-elle. Ça permet de montrer que tout le monde est contre cette réforme, pas seulement dans les grandes villes."*

"Même les vieux militants de la CGT n'ont jamais vu autant de manifestations différentes le même jour en Ille-et-Vilaine." Joël, manifestant à Guichen à franceinfo

En retournant sur leurs pas, les manifestants semblent eux-mêmes surpris de la longueur du cortège. *"Le bouche-à-oreille a bien fonctionné"*, se réjouit Sarah, enseignante venue avec ses deux fils. Une réussite qui ne l'empêche pas d'être inquiète pour la suite. *"J'aimerais bien y croire, mais je ne suis pas convaincue que l'on soit entendus"*, reconnaît-elle, résignée. Le doute n'est pas permis pour Joël : *"La révolution commence à Guichen !"* francetvinfo.fr 7 avril 2023

Contre la réforme des retraites, les Français soutiennent le mouvement social, mais ont peur de manifester - Le HuffPost 6 avril 2023

Les semaines passent et les Français soutiennent toujours davantage le mouvement social contre la réforme des retraites. C'est en tout cas l'un des enseignements du sondage mené par YouGov pour Le HuffPost au tout début du mois d'avril. Et ce même s'ils craignent d'aller manifester.

Dans le détail, 58 % des sondés expliquent soutenir le mouvement social à l'orée d'une nouvelle journée d'actions organisée par les syndicats ce jeudi 6 avril. Un chiffre, en hausse de trois points par rapport au mois précédent, à mettre en parallèle avec l'opposition aussi massive que durable au projet phare d'Emmanuel Macron, puisque 71 % des Français n'en veulent toujours pas.

Dans ce contexte, il est également intéressant de relever l'influence sur la population des violences (d'où qu'elles viennent) constatées en marge des défilés depuis l'utilisation par la Première ministre de l'article 49.3 de la Constitution.

Elle est manifestement réelle puisqu'un Français sur deux (53 %) dit avoir « peur » de se rendre dans les défilés syndicaux et d'y être « victime de violence. » Seuls 17 % des sondés expliquent ne pas craindre « du tout » pour leur sécurité. Une donnée à imputer à la « brutalisation » du maintien de l'ordre ? Et aux violences policières constatées ici ou là ?

Les centrales dirigées par Laurent Berger (CFDT), Sophie Binet (CGT) ou Frédéric Souillot (FO), en pointe dans la contestation sociale de la réforme des retraites, grappillent des points dans l'opinion. Une nouveauté pour ces corps intermédiaires à l'influence décroissante depuis des décennies.

Début mars, seuls 29 % des Français expliquaient avoir une bonne opinion des syndicats. Ils sont 40 % un mois plus tard, selon notre sondage YouGov. Une tendance qui peut également se lire dans la part des sondés prêts à prendre une carte de l'une de ces organisations.

Dans le détail, un quart de la population (24 %) affirme que la mobilisation contre la réforme des retraites leur « donne envie » de se syndiquer. C'est dire si Emmanuel Macron aura réussi un autre tour de force : remettre le syndicalisme à l'honneur. Et lui permettre d'envisager un nouvel élan, à l'heure où seuls 10 % des Français seulement sont adhérents à une centrale.

J-C - Pas vraiment une bonne nouvelle compte tenu de la nature des syndicats, jaune, corporatiste ou collaborateur avec le régime. Ils ont fait passer la loi Travail, toutes les contre-réformes du Code du travail, des chômeurs, ils ont participé au bradage de tous nos acquis sociaux au cours des décennies précédentes, ils n'ont eu de cesse de nous trahir depuis un siècle. Comment expliquez-vous que je me retrouve avec une retraite de moins de 400 euros par mois après avoir cotisé à mi-temps, alors que mon dernier revenu était de 1800 euros environ ?

Ils ne combattent pas l'Etat, les traîtres s'en remettent au Conseil constitutionnel.

Comment entretenir de cruelles illusions dans les institutions de la Ve République ou les légitimer ? Mode d'emploi.

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT - « *Le gouvernement a lui-même dit qu'il fallait aller au bout du processus démocratique avec la décision du Conseil constitutionnel. Manifester fait aussi partie du processus démocratique* ». Laurent Berger a prévenu que la CFDT respectera « *la décision du Conseil constitutionnel, au sens où elle ne dira pas qu'elle est invalide* ».

Sophie Binet, nouvelle secrétaire générale de la CGT - « *Évidemment que nous attendons que le Conseil constitutionnel ait une décision de sagesse* ». publicsenat.fr 6 avril 2023

Eux "radicalisés", vous n'y pensez pas...

Retraites : « *Il faut que ce gouvernement arrête de considérer que tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui sont radicalisés* », estime Laurent Berger (CFDT) - Publicsenat.fr 6 avril 2023

...en face en revanche...

Twitter - A Sainte-Soline, les FDO ont utilisé des produits marquants codés, un produit invisible restant jusqu'à plusieurs mois sur la peau et vêtements. Contrôlés avec des lampes UV, deux manifestants ont été placés en GAV. Cette pratique est expérimentée en dehors de tout cadre légal.

Dissolution des Soulèvements de la Terre : 33 associations interdites par Emmanuel Macron, un record sous la Ve République - francetvinfo.fr 8 avril 2023

Emmanuel Macron détient le record de dissolutions d'associations depuis le début de la Ve République mais il est le deuxième chef de l'Etat à avoir eu le plus recours à ce pouvoir depuis sa création en 1936, derrière le Général De Gaulle. francetvinfo.fr 8 avril 2023

En famille, ils sont inséparables !

Retraites : malgré l'échec des discussions, Élisabeth Borne « n'envisage pas d'avancer sans les partenaires sociaux » - Publicsenat.fr 5 avril 2023

Élisabeth Borne s'est entretenue ce mercredi matin avec les représentants de l'intersyndicale. Un échange qui a tourné court devant le refus de l'exécutif de revenir sur la réforme des retraites et le relèvement de l'âge de départ. Publicsenat.fr 5 avril 2023

Voilà qu'ils craignent une crise politique au lieu de la souhaiter ou comment ils ménagent le régime en réalité.

J-C - Ne vous fiez pas aux apparences, plus ils sont radicaux dans leur discours ou vocifèrent, moins ils le sont en acte.

"Déni" "brutalité", "fracture"... La gauche étrille Élisabeth Borne après sa réunion avec les syndicats - BFMTV 5 avril 2023

Jean-Luc Mélenchon a estimé sur son compte Twitter que Madame Borne, est "*radicalisée et murée dans le déni de réalité, transforme une crise sociale en crise politique par son obstination.*"

Le sénateur Xavier Iacovelli, membre du bureau exécutif de Renaissance a appelé à « *maintenir le dialogue social* », qui n'a « *jamais été rompu* ». BFMTV 5 avril 2023

Sinon il leur reste leurs hochets fétiches.

J-C - C'est tout ? On croyait qu'ils en auraient confectionné davantage.

"*Il y a eu 41 attentats déjoués depuis 2017*", affirme Gérald Darmanin - BFMTV 5 avril 2023

J-C - Ils agitent l'épouvantail de l'extrême droite.

Présidentielle 2027: Le Pen grande favorite au 1er tour, Philippe ferait mieux que Le Maire ou Darmanin - BFMTV 5 avril 2023

Quelles que soient les hypothèses de candidature pour la majorité présidentielle, Marine Le Pen arriverait en tête du premier tour, selon un sondage Ifop-Fiducial pour "*Le Figaro Magazine*" et Sud Radio.

Présidentielle 2027 : Marine Le Pen et Édouard Philippe les mieux placés pour être qualifiés au second tour - Journal du Dimanche BFMTV 5 avril 2023

J-C – Entre nous, ça a bien marché en 2002, puis en 2017, alors pourquoi pas en 2027 !

Santé.

Les tyrans toujours en embuscade.

Soignants :« *Il est préférable de garder l'obligation vaccinale quand elle est absolument nécessaire* », insiste la Haute autorité de santé - Publicsenat.fr 5 avril 2023

La présidente de la Haute Autorité de santé, Dominique Le Guludec, est revenue sur les raisons qui ont conduit son collègue à ne plus préconiser une obligation vaccinale contre le covid-19 chez les soignants.

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Guerre en Ukraine : Les véritables raisons du conflit (partie 1/5)

<https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-les-veritables-raisons-du-conflit-partie-1-5/>

Guerre en Ukraine : Les véritables raisons du conflit (partie 2/5)

<https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-les-veritables-raisons-du-conflit-partie-2-5/>

Guerre en Ukraine : Les véritables raisons du conflit (partie 3/5)

<https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-les-veritables-raisons-du-conflit-partie-3-5/>

Guerre en Ukraine : Les véritables raisons du conflit (partie 4/5)

<https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-les-veritables-raisons-du-conflit-partie-4-5/>

Guerre en Ukraine : Les véritables raisons du conflit (partie 5/5)

<https://reseauinternational.net/guerre-en-ukraine-les-veritables-raisons-du-conflit-partie-5-5/>

Portail du Ministère de la Défense de la Fédération de Russie

Chef des forces radiologiques, chimiques et de la protection biologique des forces armées de la Fédération de Russie général Igor Kirillov

Réunion d'information sur l'analyse des documents relatifs militaro-biologique des États-Unis - 7 avril 2023

https://fr.mil.ru/fr/news_page/country/more.htm?id=12463265@egNews

J-C - Juste pour montrer le genre de documents importants que la Russie met à la disposition de la population mondiale.

Derrière l'intronisation d'Helsinki dans l'OTAN, des « cadavres nazis dans les placards » de la Finlande et de la Suède

Alors que la Finlande aime célébrer le fait que sa guerre de 1941-1944 avec la Russie n'avait rien à voir avec la Seconde Guerre mondiale, mais était simplement une alliance défensive avec l'Allemagne contre la diabolique Union soviétique, et tandis que la Suède aime célébrer le fait qu'elle est restée neutre pendant la Seconde Guerre mondiale, les faits racontent une histoire très différente. Non seulement les deux nations ont joué, aux côtés de l'Allemagne hitlérienne, un rôle agressif dans la guerre contre l'Union soviétique pendant l'opération Barbarossa et au-delà, les deux nations ont également fourni de vastes prêts et d'autres soutiens économiques aux nazis de 1940 à 1945.

Sur le plan purement militaire, la Suède « neutre » dirigée par le roi Gustav V et le Premier ministre social-démocrate Per Albin Hansson a assuré la mise à disposition de leurs territoires aux nazis lors de la bataille de Narvik en 1940 qui a entraîné la chute de la Norvège. Lorsque l'opération Barbarossa a été lancée un an plus tard, l'Allemagne a été autorisée à utiliser le territoire suédois, les réseaux ferroviaires et de communication pour envahir l'Union soviétique via la Finlande. Des soldats allemands et du matériel de combat ont été transportés d'Oslo à Haparanda dans le nord de la Suède en vue d'assauts contre la Russie.

<https://reseauinternational.net/derriere-lintronisation-dhelsinki-dans-lotan-des-cadavres-nazis-dans-les-placards-de-la-finlande-et-de-la-suede/>

Lula prend position sur la Guerre en Ukraine et veut que Kiev renonce à la Crimée - Le HuffPost 7 avril 2023

Ukraine : les obus à uranium appauvri, des munitions aussi utiles que controversées - Euronews 5 avril 2023

Le Royaume-Uni s'est engagé à livrer des obus à uranium appauvri pour les chars utilisés par les Ukrainiens. Ces munitions sont depuis toujours controversées car elles contiennent des matériaux radioactifs. Euronews 5 avril 2023

En Turquie, le chef de la diplomatie russe prône un nouvel ordre mondial fondé sur la multipolarité - RT France 7 avril 2023

Pour le ministre russe des Affaires étrangères, le règlement du conflit en Ukraine passe par la remise en cause de l'ordre international actuel dominé, selon lui, par Washington. «*Certains experts internationaux, des représentants de certains pays tentent de présenter des initiatives du type "mettons maintenant la Russie et l'Ukraine à la table des négociations". C'est un symptôme de la situation qui s'est développée à la suite de la mise en place par les Etats-Unis d'une hégémonie totale dans les relations internationales*», a ainsi jugé le chef de la diplomatie russe, s'exprimant devant la presse à l'issue d'un entretien avec son homologue turc Mevlüt Cavusoglu. Et d'ajouter : «*Par conséquent, il s'agit [de définir] les principes sur lesquels le nouvel ordre mondial sera fondé, dont nous avons tous besoin, au lieu de l'ordre mondial unilatéral, de l'ordre mondial d'un seul hégémon, comme l'a dit notre président.*»

Sergueï Lavrov a rappelé que son pays se prononçait, «*avec la majorité écrasante des autres Etats*», pour que le nouvel ordre mondial «*repose sur les principes de la Charte des Nations unies*» –

principes qui, selon le chef de la diplomatie russe, «*sont directement violés par l'Occident dans son ensemble*». RT France 7 avril 2023

Afrique.

« *Une Afrique s'ouvrant à d'autres partenaires est un risque pour l'Europe* »

Les Européens sentent que l'Afrique sort peu à peu de leur zone d'influence et s'en inquiètent, explique à Sputnik Lianhoué Imhotep Bayala, politologue burkinabé. L'apparition de nouveaux partenaires comme la Russie rebat les cartes sur le continent.

L'avènement d'un monde multipolaire et d'une Afrique pleinement souveraine ne peut donc que nuire à l'Europe, indique Lianhoué Imhotep Bayala.

« *Refuser de constater que le monde est devenu multipolaire, c'est jouer la politique de l'autruche. Aujourd'hui l'Afrique est ouverte au reste du monde, elle est sortie de la prison coloniale, dans laquelle l'avait enfermée les États occidentaux. Et cette Afrique s'ouvrant à d'autres partenaires présente un risque pour l'Europe, qui ne veut pas que le continent et ses richesses lui échappent* », explique-t-il.

Nouveaux partenariats

L'émergence de ce monde multipolaire permet également à l'Afrique de choisir ses partenaires, en fonction de ses intérêts. Les liens noués avec la Russie dans certains secteurs devraient ainsi permettre au continent d'avancer en s'émancipant du modèle occidental, ce qui en agace certains, affirme encore Lianhoué Imhotep Bayala.

« *Le rapprochement russe avec l'Afrique garantit aux pays du continent la possibilité de construire des nations souveraines, des économies prospères, un leadership permettant aux populations de s'épanouir, ce qui rend l'Europe complètement folle. La seule évocation de la Russie fait paniquer l'UE et c'est tout à l'honneur de cette puissance, qui est aujourd'hui perçue par les Africains comme une alternative fiable à l'escroquerie occidentale* », déclare-t-il.

<https://reseauinternational.net/une-afrique-souvrant-a-dautres-partenaires-est-un-risque-pour-leurope/>

Etats-Unis.

Le crépuscule de la doctrine Monroe : Comment la Chine et la Russie empiètent sur l'Amérique

<https://reseauinternational.net/le-crepuscule-de-la-doctrine-monroe-comment-la-chine-et-la-russie-empietent-sur-lamerique/>

Donald Trump arrêté à New York : « Cette fausse affaire n'a été intentée que pour interférer avec les élections de 2024 » - lemediaen442.fr 5 avril 2023

Le 5 avril 2023, l'ancien président américain Donald Trump a été arrêté officiellement pendant deux heures à New York. Des accusations ont été portées contre lui pour falsification de documents financiers dans le supposé versement d'argent à l'ancienne actrice pornographique Stormy Daniels lors de la campagne électorale de 2016. Trump est devenu le premier ex-président de l'histoire des États-Unis à être accusé d'une infraction pénale.

L'arrestation de Trump a été un événement historique et sans précédent dans l'histoire des États-Unis. Jamais auparavant un ancien président n'avait été accusé d'une infraction pénale. Cela montre à quel point l'ancien Président subit un acharnement à la veille de se présenter de nouveau comme chef d'état.

Alors que l'arrestation devait durer environ 20 à 30 minutes, elle s'est finalement étendue sur deux heures. Les accusations portent sur 34 chefs d'accusation et l'examen de cette affaire est prévu en janvier 2024, ce qui laisse suffisamment de temps pour que toutes les preuves soient examinées et que les arguments des deux côtés soient entendus. Les avocats estiment que l'affaire initiée par le parquet de New York contre l'ex-président des États-Unis n'a aucune perspective.

« Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, un procureur a porté plainte contre un ancien président pour des motifs que de nombreux avocats et analystes considèrent comme non pertinents. Ce n'est pas un procès, c'est une persécution. »

Trump a qualifié les accusations portées contre lui d'ingérence électorale. *« Maintenant, il y a une ingérence dans les élections à une échelle sans précédent dans notre pays. »* Cela a commencé avec le procureur soutenu par George Soros, Alvin Bragg, qui a construit sa campagne autour de la mise en place de l'arrestation du président Trump *« C'est incroyable, nous sommes maintenant un État défailant. Nous sommes un pays en déclin. »*

Le donateur milliardaire démocrate George Soros avait déclaré au Forum économique mondial de Davos *« Je considère l'administration Trump comme un danger pour le monde. Mais je le considère comme un phénomène purement temporaire qui disparaîtra en 2020, voire plus tôt. Cela nécessitera non seulement un glissement de terrain, mais aussi un parti démocrate qui visera un redécoupage non partisan, la nomination de juges bien qualifiés, un recensement correctement mené et d'autres mesures qu'un système bipartite fonctionnel nécessite »*

Chacun des chefs d'accusation est passible d'une peine maximale de quatre ans de prison. Cela signifie que si Trump est reconnu coupable de toutes les accusations, il pourrait être condamné à une peine maximale de 136 ans de prison.

Trump a plaidé non coupable et a quitté New York pour se rendre en Floride après son arrestation. Là-bas, il a affirmé sur son réseau social Truth Social il a nié toutes les accusations *« Cette fausse affaire n'a été intentée que pour interférer avec les élections de 2024. »*

Arabie saoudite.

L'Arabie saoudite et le monde multipolaire - Réseau Voltaire 7 avril 2023

Les deux négociateurs saoudien et iranien, Fayçal ben Fahrane et Hossein Amir-Abdollahian, qui ont signé un accord de rapprochement le 10 mars à Beijing, s'y sont retrouvés une nouvelle fois. Les deux parties finalisent l'application de ce document.

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, se rendra à Riyad à l'invitation du roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, fin avril.

Simultanément, le port de Djeddah a accueilli une frégate militaire russe, l'Amiral Gorshkov et le pétrolier Kama. L'Arabie saoudite n'avait pas reçu de navires russes depuis l'intervention de l'armée russe en Syrie contre les jihadistes, alors soutenus par Riyad.

L'Arabie saoudite considère désormais les États-Unis comme un partenaire parmi d'autres. Réseau Voltaire 7 avril 2023

Arabie saoudite-Iran : la Chine organise une rare rencontre entre diplomates des deux pays - Journal du Dimanche 6 avril 2023

La Chine a réussi un tour de force diplomatique. Lors d'un sommet organisé ce jeudi à Pékin, les chefs de la diplomatie d'Iran et d'Arabie saoudite ont convenu de travailler ensemble afin d'œuvrer à « *la sécurité, la stabilité et la prospérité* » au Moyen-Orient. Cette rencontre intervient moins d'un mois après la reprise des relations diplomatiques entre les deux puissances rivales, où la Chine avait là aussi joué un rôle de médiateur.

Dans un communiqué commun, le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian et son homologue saoudien Fayçal ben Farhane « *ont convenu de poursuivre la mise en oeuvre de l'accord de Pékin et son application d'une manière qui accroisse la confiance mutuelle ainsi que les champs de coopération* ».

Les deux pays devraient rouvrir leurs ambassades respectives d'ici mi-mai, et mettre en oeuvre des accords de coopération économique et de sécurité signés il y a plus de 20 ans. Une visite du président iranien Ebrahim Raïssi en Arabie saoudite est également prévue après le ramadan, fin avril.

Tunisie.

Tunisie : le président Kaïs Saïed dit « non » au FMI - lepoint.fr 7 avril 2023

« *En ce qui concerne le FMI, les diktats provenant de l'étranger et qui ne mènent qu'à davantage d'appauvrissement sont inacceptables* », a déclaré, jeudi 6 avril, le chef de l'État tunisien, Kaïs Saïed, à la presse en marge d'une cérémonie à Monastir (Centre-Est), marquant le 23e anniversaire du décès du père de l'indépendance tunisienne Habib Bourguiba. Un pavé dans la mare à quelques jours de l'ouverture des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Washington, le 10 avril.

Cela fait de longs mois que la Tunisie négocie avec le Fonds monétaire international, pour un plan de sauvetage d'1,9 milliard de dollars (1,75 milliard d'euros), dont l'institution internationale conditionne l'octroi à des réformes économiques et à la levée de certaines subventions étatiques. «

Ils veulent que nous écoutions leur discours », a poursuivi le dirigeant, « nous n'écouterons personne sauf Dieu et la voix du peuple ».

La Tunisie, endettée à environ 80 % de son PIB, a obtenu un accord de principe du FMI à la mi-octobre pour un nouveau prêt d'environ 2 milliards de dollars pour l'aider à surmonter la grave crise financière qu'elle traverse. Mais les discussions sont dans l'impasse, faute d'engagement ferme de la Tunisie à mettre en œuvre un programme de réformes pour restructurer les plus de 100 entreprises publiques tunisiennes lourdement endettées et lever les subventions sur certains produits de base.

« *Il faut trouver d'autres idées, car la paix sociale n'est pas un jeu ou quelque chose qui peut être pris à la légère* », a dit le président tunisien, rappelant les meurtrières « *émeutes du pain* » sous le régime de Bourguiba, dans les années 1980. L'alternative serait « *que l'on compte sur nous-mêmes* », a-t-il ajouté en réponse à une question. En décembre 1983, les autorités tunisiennes avaient décidé de supprimer la subvention sur les produits céréaliers. Conséquence : les prix du pain, de la semoule et des pâtes s'étaient envolés, provoquant aussitôt des émeutes qui atteignirent leur apogée le 3 janvier 1984. L'état d'urgence fut instauré. Le bilan officiel fut plusieurs dizaines de morts, mais il serait plus élevé, selon des ONG.

Au lendemain de la tenue de ces propos, l'inquiétude a gagné les milieux économiques et financiers, alors que les obligations tunisiennes se sont effondrées. Le pays se dirige-t-il vers un défaut de paiement ? En tout cas, le retard pris dans les négociations avec le FMI ou la puissante syndicale de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) soulève des préoccupations, alors que la situation économique et sociale est explosive : 90 % des nouveaux emprunts servent désormais à rembourser les précédents. Et il manquerait près de 24 milliards de dinars (plus de 7 milliards d'euros) pour boucler un budget de 69 milliards (20,8 milliards d'euros), fixé pour 2023.

« *L'économie tunisienne risque de s'effondrer* » sans le renflouement du FMI, avait mis en garde le secrétaire d'État américain Antony Blinken au Sénat américain en mars. Même son de cloche chez les Européens. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, est venu enfoncer le clou, évoquant le risque d'un effondrement de l'État susceptible de « *provoquer des flux migratoires vers l'Union européenne et d'entraîner une instabilité dans la région Mena [Moyen-Orient et Afrique du Nord]* », si la Tunisie ne finalisait pas rapidement un accord avec le FMI.

Economie.

Voici 7 signes indiquant que la dédollarisation mondiale vient de passer à la vitesse supérieure

Le fait d'être la première monnaie de réserve du monde a permis aux États-Unis de jouir d'un niveau de vie massivement gonflé : celui-ci touche à sa fin.

Pendant des décennies, le dollar américain a été le roi incontesté des monnaies mondiales, mais des changements spectaculaires sont en train de se produire.

La Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, l'Arabie saoudite et d'autres pays sont en train de prendre des mesures importantes qui leur permettront de devenir beaucoup moins dépendants du dollar américain dans les années à venir.

C'est une très mauvaise nouvelle pour les États-Unis, car le fait d'être la première monnaie de réserve du monde leur a permis de jouir d'un niveau de vie massivement gonflé.

Une fois qu'ils auront perdu ce statut, leurs modes de vie seront bien différents de ce qu'ils sont aujourd'hui.

Malheureusement, la plupart des Américains [et plus largement, des Occidentaux] ne comprennent rien à tout cela.

<https://reseauinternational.net/voici-7-signes-indiquant-que-la-dedollarisation-mondiale-vient-de-passer-a-la-vitesse-superieure>

Sanctions occidentales : Le yuan dépasse le dollar en tant que monnaie la plus échangée en Russie - lemediaen442.fr 5 avril 2023

Selon un récent rapport de Bloomberg, la Russie renforce ses liens économiques et politiques avec la Chine. Le yuan a maintenant dépassé le dollar américain en tant que monnaie la plus échangée en Russie. Cette tendance est due aux sanctions occidentales et au renforcement des liens économiques entre la Russie et la Chine.

A qui profite les sanctions ?

Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le yuan était peu échangé sur les marchés russes. Cependant, depuis mars 2022, son volume de négociation a augmenté en raison des sanctions occidentales qui pèsent sur l'économie russe. Comble de l'échec des sanctions, c'est à l'occident de se soumettre aux nouvelles monnaies...

En effet, CNOOC et TotalEnergies ont conclu leur premier contrat en yuans via la plateforme SHPGX de Shanghai. Cette plateforme a été créée par la Chine pour promouvoir l'utilisation du yuan dans les échanges d'hydrocarbures.

Le dollars exclu du Brésil

Rappelons que la Chine et le Brésil ont conclu un accord pour exclure le dollar américain de leurs échanges commerciaux et utiliser uniquement leurs propres devises, le yuan et le real. Cet accord a été signé à la fin du mois de janvier par les banques centrales des deux pays et a établi une « *chambre de compensation* » au Brésil pour faciliter les échanges en monnaie locale. Cet accord vise à promouvoir des échanges bilatéraux encore plus importants et à faciliter les investissements entre les deux pays.

La réduction de la dépendance au dollar et l'augmentation de la circulation du yuan font partie des directives de la politique étrangère de la Chine dans le contexte des différends commerciaux avec les États-Unis.

Le dollar va disparaître

Le président chinois Xi Jinping a récemment visité Moscou pour renforcer les liens commerciaux entre les deux pays. Selon Alex Kuptsikevich, chef analyste de marché chez FxPro, bien que le dollar soit encore très présent sur la scène mondiale, il pourrait continuer à perdre du terrain au cours des prochains trimestres.

Ursula von der Leyen veut encre des sanctions

Après le week-end de Pâques, la Commission européenne et les ambassadeurs auprès de l'UE tiendront une nouvelle série de consultations. La chef de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré que le 11e paquet de sanctions visera à contrer diverses méthodes de contournement. Les pays de l'UE envisagent d'imposer des sanctions contre Rosatom et des restrictions sur le secteur nucléaire russe en Europe. lemediaen442.fr 5 avril 2023

Amérique latine.

Onze pays d'Amérique latine lancent une «alliance» contre l'inflation - RT France 6 avril 2023

Les présidents de 11 pays d'Amérique latine, dont les principales économies de la région – Brésil, Mexique, Argentine, Chili et Colombie –, ont annoncé le 5 avril la création de «*L'Alliance des pays d'Amérique latine et des Caraïbes contre l'inflation*».

L'accord a été annoncé par le gouvernement mexicain après une rencontre par vidéo-conférence des chefs d'Etat, de gauche dans leur grande majorité. Le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador a invité ses collègues à une réunion à Cancun les 6 et 7 mai prochains. Cette nouvelle alliance comprend également le Belize, la Bolivie, Cuba, le Honduras, le Venezuela et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Le but de cette organisation est de faciliter les échanges d'aliments, de produits de base et de biens intermédiaires en supprimant «des obstacles, des droits de douane, des mesures sanitaires».

On lit dans la déclaration que la priorité va à la réduction «*du coût de ces produits pour la population la plus pauvre et vulnérable*». L'inflation en 2022 a été de 5,79% au Brésil et de 7,82% au Mexique, les deux premières économies de l'Amérique latine. Elle a atteint 94,8% en Argentine, un record en 30 ans.

Les chefs d'Etat ont mentionné «des mesures logistiques, financières et d'autre nature» pour que l'échange des produits de base et des biens intermédiaires «se fasse dans de meilleures conditions».

Les signataires vont créer un groupe de travail technique qui déterminera les mesures de coopération notamment sur la question des «*engrais chimiques et organiques*». Ce groupe pourra établir un plan d'action pour mettre en œuvre «dans un délai raisonnable» les mesures anti-inflation. En matière de logistique, le groupe énoncera des recommandations pour faciliter le transit des produits par les ports et les frontières, et l'échange de technologies pour favoriser la productivité agricole.

Les 11 premiers signataires, membres de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac), ont invité d'autres pays de la région à les rejoindre. Les signataires se déclarent cependant «*conscients*» des accords commerciaux signés par chaque pays ou de leur engagement dans d'autres mécanismes de coopération et d'intégration économique.

Le Brésil et l'Argentine sont déjà membres du Mercosur avec l'Uruguay et le Paraguay, tandis que le Mexique est signataire d'un accord de libre-échange qui le lie aux Etats-Unis et au Canada. RT France 6 avril 2023